

**Déclaration de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits
de l'homme, Navi Pillay,
à l'occasion de la Journée internationale de la femme
8 mars 2013**

Violences contre les femmes

Le mois dernier, dans les montagnes de Papouasie-Nouvelle-Guinée, une jeune femme de 20 ans, mère de deux enfants, a été déshabillée et torturée jusqu'à ce qu'elle avoue pratiquer la sorcellerie, puis brûlée vive sur une décharge publique locale devant une foule de villageois.

Bien qu'horrible, cet événement n'est pas inhabituel. La Commission de révision constitutionnelle et législative de Papouasie-Nouvelle-Guinée estime que jusqu'à 150 personnes accusées de sorcellerie – principalement des femmes – sont tuées chaque année, dans une *seule* des 20 provinces que compte le pays. Avant d'être tuées, beaucoup endurent d'interminables tortures, souvent d'ordre sexuel et parfois en public. Le meurtre commis le mois passé est exceptionnel à deux titres: il a suscité l'indignation du public et deux de ses auteurs présumés ont été arrêtés.

Le mois dernier, trois sœurs âgées de 5, 9 et 11 ans vivant dans un village reculé d'Inde ont été violées, tuées et jetées au fond d'un puits. Face au manque initial de réaction de la part des autorités, des villageois ont bloqué une autoroute pour protester et obtenu que la police ouvre enfin une enquête.

Le mois dernier encore, une jeune fille de 17 ans a été horriblement mutilée sur un site de construction, en Afrique du Sud. Victime d'un viol collectif, elle est morte quelques heures plus tard. Ses agresseurs présumés ont été retrouvés et arrêtés – après une vague inhabituelle de manifestations publiques.

Au cours des dernières semaines, dans trois pays ayant peu de choses en commun, l'indifférence généralisée à l'égard des violences faites aux femmes a – au moins de manière temporaire – fait place à une levée de boucliers. Les demandes du public réclamant que des actions soient prises pour mettre un terme à ces atrocités ordinaires si souvent endurées par des femmes et des filles ont poussé des chefs de gouvernements à prononcer d'importantes déclarations d'intention. Les forces de police, piquées au vif, ont lancé des enquêtes.

L'indignation est contagieuse. C'est le viol collectif et le meurtre d'une étudiante en physiothérapie de 23 ans en décembre dernier à New Delhi qui a déclenché ce qui pourrait constituer un tournant dans les attitudes populaires à l'égard des crimes sexuels en Inde. Ce mouvement de rejet populaire s'est non seulement étendu à travers toute l'Inde et dans les pays voisins, mais est allé plus loin encore, atteignant Afrique du Sud, où le viol de New Delhi a été repris par les activistes pour s'interroger sur les faibles réactions du public sud-africain face aux violences sexuelles chroniques.

Les violences contre les femmes constituent l'une des violations des droits de l'homme les plus répandues. Pourtant, les autorités responsables de la protection et des poursuites traitent trop souvent ces actes avec indifférence.

Il ne suffit pas de faire passer des lois. Pratiquement chaque pays du monde dispose d'un cadre légal pertinent en place. Les gouvernements savent qu'ils ont l'obligation, en vertu du droit international, d'empêcher ces crimes en œuvrant pour éliminer les attitudes sous-jacentes qui discriminent les femmes et les filles. Pourtant, dans de nombreux pays, des hommes appartenant au monde politique, à la police, au système judiciaire, de simples citoyens – et des femmes également – ne font qu'hausser les épaules et, collectivement, détournent leur regard face aux viols et autres crimes sexuels ou sexistes.

S'indigner provisoirement ne suffit pas. Des enquêtes approfondies sur les actes violents commis contre les femmes devraient devenir la norme et non une réaction isolée des forces de police face à l'intérêt médiatique suscité par un cas particulier.

Nous devons secouer cette torpeur généralisée et nous réveiller face à une réalité brutale: chaque minute de chaque jour qui passe, des femmes et des filles sont violées, abusées, victimes de traite, torturées et tuées. Ces choses ne se passent pas seulement dans le cadre de conflits lointains. Elles ont lieu dans des capitales modernes, des petites villes, des villages et dans la maison d'à côté.

En janvier, le rapport du Comité Verma en Inde a proposé de profondes réformes, dont des punitions sévères pour le viol conjugal, le viol familial et le viol dans le cadre de relations entre personnes de même sexe. Il a demandé que les officiers de police enregistrent chaque cas de viol signalé et que ceux qui échouent à le faire soient lourdement sanctionnés. Il a réclamé que le personnel de police et de l'armée rende des comptes pour toute violence sexuelle, que des infractions telles que le harcèlement et le voyeurisme soient punies de peines de prison, que le protocole humiliant d'exams médicaux auquel sont soumises les victimes de viol soit modifié, que soient réprimés les conseils de village extrajudiciaires qui émettent fréquemment des édits contre les femmes, et que des réformes juridiques et électorales soient mises en place pour permettre que les personnes accusées d'actes criminels ne puissent occuper une fonction politique.

Ces recommandations nécessitent un suivi sérieux et durable. Elles peuvent aussi servir de modèle à suivre dans d'autres situations.

Le mois passé, le monde a pu constater comment des mouvements de rue peuvent aider à obtenir réparation pour trois jeunes filles d'un pauvre village indien, pour une

adolescente d'un quartier de Cape Town, pour une femme accusée d'avoir ensorcelé son voisin dans une zone montagneuse et reculée de Papouasie-Nouvelle-Guinée et pour une étudiante indienne jetée nue hors d'un bus.

Nous ne devons pas permettre que cette attention faiblisse. Nous devons exercer une pression plus forte sur les dirigeants politiques afin d'amener un changement profond et durable du type de celui proposé par le Comité Verma. Chaque pays va devoir trouver ses propres réponses afin de garantir que des comptes soient rendus pour les crimes sexuels et sexistes. Mais continuer à fermer les yeux sur ce qui arrive à des millions de femmes dans le monde ne peut être la bonne réponse.

FIN